

## Évolution des radios internationales depuis 1989 : étude comparative entre Radio Canada International (RCI) et Radio France Internationale (RFI)

Véronique LABONTÉ

Candidate au doctorat  
en études internationales  
Institut québécois des hautes  
études internationales (IQHEI)  
veronique.labonte.3@ulaval.ca

Le 12 mai 1945, Churchill écrit à Truman : « *Un rideau de fer est tombé sur le front, nous ignorons ce qui se passe derrière.* » C'est pour percer ce mur que des dizaines de radios internationales vont naître et se livrer bataille durant ces 45 années de guerre froide. Du côté ouest, tant les grandes stations de radio, telles la *Voice of America* (VOA) et la *British Broadcasting Corporation* (BBC), que les plus petites, comme Radio Canada International (RCI), bombardent d'émissions les pays du bloc soviétique en offrant des programmes en multiples langues. Du côté est, aussi bien la Chine que la Russie se défendent en brouillant les signaux et en diffusant leur propre perception de la réalité. Lorsque le mur tombe à la fin des années 1980, c'est toute la mission de la radiodiffusion internationale qui est remise en question. Les nouvelles démocraties auront-elles encore besoin des voix occidentales pour tracer leur chemin ? Rien n'est moins certain. La question de l'utilité des radios internationales se posera rapidement dans tous les pays qui utilisent cet instrument de communication vers l'étranger. Un questionnement renouvelé aujourd'hui par le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTICs).

Pour analyser les 20 dernières années de radiodiffusion internationale, j'ai choisi d'observer deux radios francophones occidentales : *Radio Canada International* (RCI) et *Radio France Internationale* (RFI). Si

toutes les deux ont délaissé, l'une radicalement, l'autre progressivement, leurs activités vers l'Europe de l'Est, elles n'ont toutefois pas choisi de se repositionner de la même façon. En effet, RCI a opéré un repli vers l'intérieur alors que RFI s'est redéployée sur le continent africain et au Maghreb. Je propose dans ce texte une courte histoire de l'évolution de la radiodiffusion internationale depuis 1989 et j'analyse, grâce à une série d'interviews menées en 2009, les changements survenus à RCI et RFI au cours des 20 dernières années.

### L'état de la recherche depuis la chute du Mur

Dans les années qui suivent le démantèlement du bloc soviétique, les chercheurs en communication étudient surtout l'adaptation des médias transnationaux à la nouvelle ère politique en marche. En 1992, le politologue Jacques Sémelin s'attarde au cas polonais dans un texte intitulé *Communication et résistance : les radios occidentales comme vecteur d'ouverture à l'Est*. Selon lui, en relayant la voix des dissidents, les radios de souveraineté comme la BBC ou de substitution comme Radio Free Europe (RFE) fournissent une assistance au peuple polonais qui, au début des années 1980, se met en marche. Pour l'auteur, les radios internationales ont été un acteur important de la dissidence à l'Est et leur mandat n'est pas encore achevé : « *Chacun sait aujourd'hui que ces pays peuvent connaître des retours en arrière. Dans cette marche incertaine vers la démocratie, où le marasme économique rend précaire ces acquis, reprendre parfois ses béquilles ne sera peut-être pas inutile* » (Sémelin, 1992). Les radios occidentales se trouvent donc une nouvelle mission, celle d'accompagner la population et les radios de l'Est dans leur transition vers la démocratie libérale. C'est à la même époque qu'elles délaissent peu à peu les ondes courtes. On peut maintenant les entendre sur les fréquences moyennes et sur la bande FM, résultat de partenariats entre les stations locales et internationales. Le déclin des audiences est tout de même durement ressenti, particulièrement par les radios de substitution comme RFE/RL. À la différence des radios dites de souveraineté<sup>1</sup> comme VOA ou BBC qui offrent la vision du monde du pays qu'elles représentent, les radios de substitution qui devaient, comme leur nom l'indique, servir de béquille à la population privée d'informations « objectives » durant la guerre froide, se retrouvent sans objectif précis, accusées par plusieurs de servir d'outil de propagande au service des puissances occidentales.

Dans les années 1990, les chaînes de radios privées pénètrent les frontières et réduisent l'intérêt pour les radios internationales. Comme

l'explique Philip M. Taylor, professeur de l'Université de Leeds en Grande-Bretagne, dans son ouvrage intitulé *Global communications, International Affairs and the Media since 1945*, la télévision par satellite fait également une entrée fracassante dans la vie des Européens de l'Est. Rapidement, explique Taylor, les citoyens de l'ancien bloc soviétique s'acclimatent à ce monde où la communication est devenue le vecteur principal d'une nouvelle doctrine, celle du libéralisme économique, portée par la puissance victorieuse, celle des États-Unis (Taylor, 1997). Les inquiétudes qu'avait exprimées Sean MacBride en 1986 sur les dangers de l'occidentalisation de l'information se concrétisent.

Alors que les Européens de l'Est modifient leurs habitudes de consommation de l'information, les Africains continuent de syntoniser RFI et la BBC. Dans une étude de cas publiée en 2002, Théophile Vittin s'intéresse particulièrement à RFI dont les stations en modulation de fréquence se multiplient à partir de 1991 sur le territoire africain. S'il y a aujourd'hui plus de démocraties et plus de radios nationales opérationnelles en Afrique, l'auditoire des radios internationales est resté à l'écoute. Vittin explique que les radios internationales sont demeurées une source d'information de référence et qu'elles ont encore une influence importante sur la vie politique africaine en établissant une partie de l'agenda médiatique : « *Tant que certains événements survenus dans les pays africains francophones ne sont pas repris et relatés par RFI et les autres radios internationales, ils restent des non-événements et ce d'autant plus que supplantant les médias locaux discrédités, RFI est devenue la meilleure source d'information des auditeurs qui sont souvent désorientés par le tumulte des événements* » (Vittin, 2002). Ce rôle de médiateur a des répercussions, notamment sur le développement des médias nationaux. Par exemple, la chaîne française RFI a transposé sur le continent africain sa logique du « tout actu », avec les travers que cela comporte. Ainsi, « *la distorsion de la réalité africaine due à la focalisation sur le sensationnel et les situations de crise ne permet pas toujours de connaître ou de rendre compte de « l'autre Afrique » dans toute sa banalité, celle que les radios internationales se gardent d'évoquer en raison d'une censure invisible due à leur logique que traduit l'adage selon lequel « on ne parle pas des trains qui arrivent à l'heure »* » (Vittin, 2002). RFI permet donc à l'auditeur africain d'en apprendre plus sur le monde en bénéficiant d'un large réseau de correspondants, mais cette même radio lui donne parfois une image erronée de la réalité et freine en partie le développement de médias locaux.

Après la construction d'émetteurs sur ondes moyennes et la modulation de fréquence sur certains territoires notamment africains, le développement de la communication par satellite est venu ouvrir une

nouvelle porte aux radiodiffuseurs internationaux dès la fin des années 1970. Puis, des années 1990 est née la révolution Internet. Les grands radiodiffuseurs offrent tous aujourd'hui leur programmation en ligne. Aucune interférence et une bonne qualité sonore : l'outil est intéressant, mais pour qui ? « *Quand on parle d'Internet en Afrique, je réponds énergie. Tant que l'Afrique n'aura pas réglé ses problèmes d'alimentation en énergie, l'accès à Internet ne sera pas démocratisé. Il y a toujours de gros problèmes d'alimentation, il y a des coupures partout qui vont de plusieurs heures à plusieurs jours* », soutient Jean-Karim Fall, journaliste au service Afrique de RFI. D'autres y voient un nouveau moyen de valoriser leurs contenus. « *En dehors de l'Afrique, nous avons des marchés de niche, explique Daniel Desesquelle de RFI. Par exemple, le Canada est le 4<sup>e</sup> pays visiteur de notre site Internet. En trois semaines, il y a eu 200 000 connexions et ce chiffre augmente de jour en jour* ». Sombre ou radieux, l'avenir de la radiodiffusion internationale apparaît à tout le moins incertain et la volonté politique semble être la clé de toute évolution future.

Nous l'avons dit, RFI et RCI ont évolué de manière tout à fait différente depuis la chute du Mur. La première diffuse en 19 langues, et bénéficiait en 2007 d'un budget de plus de 130 millions d'euros. En 2006, on évaluait son volume d'émission à 700 heures hebdomadaires et la station employait jusqu'alors plus de 1 000 personnes. De l'autre côté, RCI dispose d'un budget qui stagne depuis 1996 à environ 15 millions de dollars par an pour sept services de langue et quelque 80 employés. Le volume d'émissions à ce jour est d'environ 200 heures pour les ondes courtes et de 112 heures pour la chaîne satellite Sirius, alimentées au total par une production d'une quarantaine d'heures d'émissions par semaine. Nous étudierons les services qui ont été privilégiés et les modifications apportées au mandat principal des deux radios depuis le début des années 1990. Nous verrons également comment la mondialisation et les évolutions technologiques ont affecté la programmation des radios. Finalement, nous analyserons comment les journalistes perçoivent leur rôle dans le monde contemporain. Pour réfléchir et comprendre ces divers enjeux, j'ai interviewé en 2009 différents journalistes à l'emploi des deux radios depuis plus de 20 ans. Messieurs Olivier Da Lage, Daniel Desesquelle et Jean-Karim Fall à RFI. Du côté de RCI, madame Ginette Bourély et messieurs Jean Bériault et Wojtek Gwiazda ont accepté de répondre à mes questions.

## Cap sur l'Afrique pour RFI et déclin pour RCI

La fin de la guerre froide secoue les fondements des deux stations. Un choix s'impose entre développer de nouveaux marchés pour la radio internationale ou simplement réduire les émissions dirigées vers l'Europe centrale et l'Europe de l'Est. Terry Hargreaves, ex-directeur de RCI, raconte comment la chute du Mur a changé la donne : « *I guess it was a simpler world, politically and in a broadcast sense, when the Wall was up and, with all the good and bad of that. Everybody sort of knew where they stood. [...] It's now a less settled environment. I'm not saying the only reason we existed was to broadcast beyond the wall but that was a lot of it for a lot of people* » (Aster & Olechowska, 1995). Notamment pour le gouvernement canadien qui se désintéresse royalement de cet outil de diplomatie publique.

Jusqu'en 1968, RCI opérait de façon complètement indépendante à l'intérieur de la structure de la Canadian Broadcast Corporation/Société Radio-Canada (CBC/SRC), et elle était financée directement par le ministère des Affaires étrangères. Après cette date, le budget de la station passe entièrement entre les mains de la CBC/SRC. Puis en 1991, la société d'État affirme qu'elle ne peut plus gérer le poids financier de RCI. À Ottawa, certains suggèrent la fermeture complète de la station. C'était sans prévoir la réaction massive des auditeurs qui envoient des lettres d'appui par centaines au gouvernement canadien. Après plusieurs rencontres, notamment entre des employés de la station et des parlementaires, le service est sauvé. « *On a dû commencer les explications à zéro, se souvient Wojtek Gwiazda, employé au service anglais depuis 1980 et porte-parole du Comité d'action de RCI. Qu'est-ce que les ondes courtes ? Qu'est-ce qu'un radiodiffuseur international ? Une fois que cela a été compris, tous les partis politiques nous ont appuyés* ». Cependant, CBC/SRC refuse de payer pour ce service international dont elle a pourtant légalement la charge. Le ministère des Affaires étrangères accepte finalement de financer pour une durée de cinq ans les services de RCI, qui demeurent cependant administrés par la société d'État.

Sous ses airs de bonne nouvelle, ce changement affecte lourdement le personnel de RCI. Un budget « minceur » force la radio à abandonner ses services en sept langues et à faire ses adieux aux auditeurs allemands, hongrois, japonais, polonais, portugais et tchèques. « *En 1991, on a perdu la moitié des services de langue et des employés, explique Wojtek Gwiazda. Ce sont les trois quarts de la programmation originale qui ont été coupés. Presque tous les programmes spécifiques en anglais et en français ont disparu pour être remplacés par des émissions du réseau national.*

« *Ça a encore des impacts aujourd'hui* ». Avec des effectifs réduits, l'équipe de RCI se réorganise et réussit à offrir dès 1993 une grille complète de programmes originaux. Un tour de force facilité par les nouvelles technologies comme l'explique Ginette Bourély, alors responsable des salles des nouvelles françaises et anglaises : « *L'arrivée de l'informatique a complètement changé les opérations dans la salle des nouvelles avec un accès facile au fil de presse et le traitement de texte. Avec de très petites équipes, nous sommes arrivés au bout d'un an à produire autant de bulletins de nouvelles qu'avant et sinon plus* ». RCI accepte même un second mandat, celui de produire des émissions pour les Forces armées canadiennes et les Casques bleus postés en ex-Yougoslavie, en Somalie et sur le plateau du Golan, en Syrie. Mais déjà en 1995, une nouvelle crise budgétaire éclate et en décembre 1996, on informe les employés de leur mise à pied. « *Radio Canada International, the country's shortwave radio service to 126 countries, will be closed on March 31 because of money problems, the Government has announced. [...] Its programmes have been especially popular in Ukraine, where many Canadians have relatives, and with Canadian peacekeepers in Bosnia, Rwanda and Haiti* », peut-on alors lire dans le *New York Times*.

Le comité de mobilisation poursuit néanmoins ses pressions auprès du gouvernement. L'appel est finalement entendu et le 12 décembre 1996, Sheila Copps, ministre du Patrimoine, et Lloyd Axworthy, ministre des Affaires étrangères, annoncent un nouveau programme de soutien : il y aura un budget spécial réservé à RCI de 15 millions de dollars par année pour cinq ans. « *C'est une date charnière, explique Jean Bériault, chef de pupitre à la salle de nouvelles. La station passe alors entre les mains du service français de Radio-Canada et le gouvernement se retire. Les cibles sont toujours choisies après des discussions avec le ministère des Affaires étrangères, mais c'est de plus en plus ténue. L'autorité principale, c'est le réseau français de Radio-Canada qui a ses propres priorités et qui fait son analyse de l'importance du service international* ». Ce transfert des responsabilités est officialisé à la fin de l'entente en 2001. Radio-Canada lance alors un plan d'intégration qui bouleverse la station. On sabre d'abord dans l'information ; tous les bulletins de nouvelles de la fin de semaine sont éliminés de même que les programmes quotidiens en anglais et en français destinés à des régions spécifiques (Afrique, Moyen-Orient et Europe). Le budget de RCI est, depuis 2003, intégré mais protégé à l'intérieur de celui du réseau français. Pour les employés ou ex-employés interrogés, les problèmes et les crises qu'a vécus RCI dans les années 1990 et au début des années 2000 tiennent d'une incompréhension de leur mandat tant par le politique que par la société

d'État. « On a souvent l'impression qu'il faut prouver que l'on est bon à nos collègues du réseau national, explique M. Gwiazda. Quand j'ai commencé à travailler ici dans les années 1980, on sentait que l'on travaillait pour un service qui avait un rôle important. Maintenant, on se sent plus comme un orphelin qui a besoin de se prouver pour ne pas se faire couper les vivres ».

Pour RFI, ces tensions avec le réseau national se sont manifestées en 1986 lorsque la station est devenue indépendante et qu'elle a abandonné la diffusion des programmes de Radio-France pour produire les siens. « Il y a eu quelques années de relations très tendues à tous les niveaux, y compris au niveau du personnel, raconte Olivier Da Lage, grand reporter et ancien directeur du service international. Ça s'explique assez simplement : les gens de RFI avaient un complexe d'adolescent qui prend son autonomie et inversement les gens de Radio France vivaient assez mal cette prise d'autonomie ». Il faut dire qu'au début des années 1990, la France fait d'autres choix que le Canada en matière de radiodiffusion internationale en créant notamment des stations affiliées, comme Radio Sofia en Bulgarie et Radio Roumanie. En 1982, le plan quinquennal de redémarrage d'Hervé Bourges prévoit un développement massif et une « décolonisation » de la station. « À mon arrivée en 1983 il y avait des antennes séparées pour l'Europe de l'Est et pour l'Afrique, se souvient Olivier Da Lage. Elles ont été fusionnées en une seule antenne dans un processus que l'on a appelé la mondialisation et qui a donné naissance au SMS, c'est-à-dire le Service mondial en français. » À ce moment, RFI ne veut plus être la voix de la France à l'étranger, mais bien celle de toute la francophonie. Arrivé en 1989, André Larquié prévoit un plan sur sept ans qui fera augmenter le nombre de langues (ajout du mandarin, vietnamien, persan, laotien et khmer) et renforcera la diffusion tant intérieure avec la nouvelle chaîne FM de RFI à Paris, qu'à l'extérieur avec la modulation de fréquence (FM) un peu partout en Europe de l'Est et en Afrique. « Nous n'étions plus une radio liée à la guerre froide. On était plutôt devenue une véritable radio internationale, un élément de la présence française dans le monde », souligne Daniel Desesquelle, l'animateur de Carrefour de l'Europe, employé de RFI depuis 1983.

Au cours des années 1992-1993 s'opère un décrochage : les programmes Monde se poursuivent, mais des émissions spécifiques sont créées pour l'Afrique. La FM permet à RFI d'accomplir un développement spectaculaire vers ce continent. La signature de multiples ententes avec des réseaux locaux lui permet de devenir, en quelques années, la radio la plus écoutée dans toutes les grandes villes africaines. « Ça nous a donné une force de frappe, explique Jean-Karim Fall, journaliste et ex-rédacteur en chef du service Afrique. On est plus

ou moins passé d'un service destiné à une élite, intellectuelle et politique, à une radio grand public. C'est-à-dire que du jour au lendemain, on est devenu une radio d'accompagnement dans les taxis, dans les marchés, etc. ». Avec l'arrivée de Jean-Paul Cluzel en 1995, les services de RFI sont à nouveau réorganisés. On divise la station en trois : RFI 1 qui offre un service d'information en français 24 heures sur 24, RFI 2 qui regroupe les 17 services de langues et RFI 3 qui propose des programmes à la carte à ses radios partenaires. Ce nouveau modèle d'information prévoit un bulletin de nouvelles de 10 minutes toutes les demi-heures suivies de 20 minutes d'émission d'actualité. L'antenne mise sur le large bassin que représentent l'Afrique francophone et le Moyen-Orient. En 2007, on estime que sur les 46 millions d'auditeurs de RFI, 27,8 millions sont en Afrique et 10,5 millions sont au Moyen-Orient et au Maghreb<sup>2</sup>. L'importance du service Afrique est telle qu'il évolue aujourd'hui un peu en retrait du service Monde. « Ce n'est pas la même hiérarchie au niveau des services, on a notre propre rédaction et des programmes spéciaux, explique Jean-Karim Fall. Il y a véritablement deux mondes. » RFI n'est plus cependant, depuis quelques années, la reine incontestée de la radio en Afrique. Dans les pays où les médias se sont professionnalisés, les radios internationales peinent à l'emporter sur les radios nationales. Jean-Karim Fall explique qu'en émettant en langues vernaculaires et en traitant d'actualités très locales, ces radios arrivent à devancer les chaînes étrangères.

L'arrivée d'un nouveau président à l'Élysée en 2007 (Nicolas Sarkozy) viendra bouleverser l'organisation de RFI. On prévoit alors l'incorporation de la station à l'Audiovisuel extérieur de la France (AEF), une nouvelle société créée pour assurer la gestion des services publics de l'audiovisuel français. Alain de Pouzilhac, ex-PDG de l'agence de publicité Havas et Christine Ockrent, ex-journaliste vedette à Europe 1 et France 3, prennent la tête du holding qui regroupe en plus de RFI, France 24 et TV5 Monde<sup>3</sup>. Déjà en octobre 2008, le couperet tombe pour RFI avec la suppression de six services de langue : l'allemand, l'albanais, le polonais, le serbo-croate, le turc, le laotien, en plus de la fermeture de Radio Sofia. Le plan prévoit également le redéploiement des services en mandarin, en russe, en persan et en vietnamien sur Internet. La nouvelle direction choisit en outre de miser sur le développement du français, de l'anglais, du portugais-brésilien, de l'espagnol, du haoussa et du swahili. On prévoit la mise à pied du cinquième des employés, projet qui mène à une grève illimitée de plusieurs mois. Jamais depuis sa création RFI n'avait eu à faire face à un tel bouleversement. « On ne sent pas que la nouvelle direction croit beaucoup en la radio, souligne M.

Desesquelle. *La France a une télé qui s'appelle France 24 et il faut la financer.* » Cependant, il ne croit pas qu'en misant sur France 24, une chaîne d'information continue lancée en 2006, la France aille dans la bonne direction. « Ils pensent que la télé est plus efficace. Cela dit, France 24 arrive dans un paysage où il y a des télé partout et où la télé perd de son importance au profit d'Internet. » Selon lui, la direction a fait un mauvais choix en décidant d'abandonner l'Europe : « C'est vrai que ce sont des zones où nous n'émettions pas beaucoup et que nous n'avions pas des centaines de milliers d'auditeurs, mais c'était une présence ». Une présence renforcée par le site Internet de la station qui, d'après le journaliste, fonctionnait de mieux en mieux en langues européennes.

La nouvelle direction a donc choisi de délaisser l'Europe pour capitaliser sur l'Afrique. « Il y a clairement une volonté de consolider l'auditoire en Afrique puisque c'est là qu'ils sont les plus nombreux, donc de renforcer les programmes même si cela doit se faire au détriment des programmes en direction du reste du monde », souligne M. Da Lage. Parmi les projets en développement pour l'Afrique, il y a celui de produire plus de programmes en haoussa et d'en introduire de nouveaux en swahili. Selon Jean-Karim Fall, cette décision est logique dans la mesure où la francophonie est en déclin et qu'il y aura donc moins de francophones en Afrique pour écouter RFI dans les prochaines années : « La francophonie est en recul pour plusieurs raisons et la principale tient au fait que le secteur scolaire est complètement sinistré. Il y a de plus en plus de jeunes Africains qui ont une maîtrise difficile de la langue française, donc si l'on veut continuer à avoir de l'influence et des auditeurs, il faudra leur parler dans les langues qu'ils maîtrisent, c'est-à-dire les langues vernaculaires comme le swahili ».

Au Canada, ce n'est pas vers l'Afrique que RCI a été orientée, mais vers l'intérieur. C'est un changement de mandat surprenant qui s'est opéré en 2005 avec le lancement de RCI Viva qui offrait une programmation pour les immigrants. Selon Ginette Bourély, le raisonnement était le suivant : « RCI fait déjà connaître le Canada à l'étranger, alors pourquoi ne pas faire connaître le Canada aux nouveaux arrivants ? Surtout que plusieurs d'entre eux utilisent l'une des langues parlées par RCI ». Au départ, les employés s'en réjouissent, croyant qu'il s'agit d'un nouveau mandat qui se développera avec des effectifs renouvelés. L'annonce que RCI sera diffusée par le réseau Sirius à la grandeur du continent suscite également de nouveaux espoirs pour le rayonnement de celle-ci. Rapidement cependant, plusieurs déchantent. Selon eux, la nouvelle mission a pris toute la place, laissant peu d'espace au mandat premier de la radio, celle d'être la voix du Canada à l'étranger. On fait

de RCI un produit de type magazine au détriment de l'information selon Wojtek Gwiazda qui raconte une anecdote qui illustre bien selon lui la confusion qui régnait en 2005 au sujet de RCI : « On célébrait le 60<sup>e</sup> anniversaire de RCI. Sur notre site et dans les publicités, notre sous-titre c'était «Découvrez le monde!» et le prix du concours qui y était rattaché, c'était un voyage n'importe où dans le monde sauf au Canada ! C'était fait par des gens qui n'ont pas pensé aux auditeurs du premier mandat qui écoutent RCI pour découvrir le Canada. Si on doit gagner un voyage, ce devrait être justement ici... Ça illustre bien l'incompréhension de notre rôle ».

En 2009, le PDG de Radio-Canada, Hubert Lacroix, annonce la suppression de 800 postes sur l'ensemble du réseau, dont 336 au service français. Toutes les composantes de la société d'État ont dû procéder à des réductions dans leurs services et RCI n'a pas été épargnée. En septembre 2009, la station se voyait dans l'obligation de fermer les services cantonais et ukrainien. L'influente diaspora ukrainienne, qui, autrefois, avait réussi à convaincre les autorités de maintenir ce service de RCI, n'a pas fait le poids. « C'est arrivé cette fois-ci parce que ces sections étaient fragilisées et qu'aux yeux de certains, les coupures étaient plus faciles à justifier », déplore M. Bériault. Wojtek Gwiazda ne cache pas non plus sa frustration : « Nous sommes traités comme n'importe quel autre département de Radio-Canada. Quand la télé dépense trop d'argent sur la haute définition et que tout le monde doit payer, on est plus affecté. Chaque fois que l'on doit couper 5 % de nos effectifs, ce sont des sections entières qui disparaissent, certaines comme la section ukrainienne qui existait depuis plus de 50 ans ».

## Conclusion

Qu'en est-il de la volonté politique et de l'avenir de ces radios ? La France et le Canada ont-ils à cœur le maintien de leurs radios internationales ? Pour les employés interrogés, rien n'est moins sûr. À RFI, le plan de redressement de Nicolas Sarkozy et le plan social de la nouvelle direction font craindre le pire aux journalistes. « Il n'y a pas un endroit où je me suis baladé dans le monde où je n'ai pas rencontré un auditeur de RFI, et ce, dans les endroits les plus improbables, raconte Daniel Desesquelle. La stratégie de la nouvelle direction fait que du jour au lendemain, RFI parlait 19 langues et elle n'en parlera plus que 12. Ça va faire de RFI une petite radio... ». Olivier Da Lage n'est pas plus optimiste : « Vu les projets de restructuration en cours, on a en effet le sentiment que pour le gouvernement, la radio internationale n'est plus une priorité ». Pour Jean-Karim Fall du service Afrique, RFI demeurera tout de même une radio importante dans les années qui viennent : « Je pense que RFI

aura toujours une grosse dimension africaine, parce que c'est là que sont les auditeurs. On fantasme beaucoup dans cette maison sur des gisements de francophonie à droite et à gauche notamment au Canada, mais ça ne remplacera jamais le socle qui est en Afrique ».

À Montréal, les employés de RCI sont plus pessimistes. « Je suis convaincu que l'on a perdu beaucoup d'auditeurs. Avant les coupures de 1991, on avançait le chiffre de 16 à 19 millions d'auditeurs et après toutes les coupures, on évaluait ce nombre à 5 ou 6 millions, explique M. Gwiazda. Aujourd'hui on nous refuse toutes statistiques, mais en enlevant les programmes spécifiques en anglais et en français, en ne faisant pas attention à la puissance de nos fréquences et si on arrête comme maintenant d'envoyer les programmes horaires... ce n'est pas étonnant que l'on perde nos auditeurs. » Qui dit moins d'auditeurs dit également moins de réactions lorsque les programmes sont supprimés et moins de pression sur les organismes qui financent. Malgré une multitude de commissions parlementaires et sénatoriales favorables à RCI depuis les années 1950, le financement ne suit pas les paroles. « Pendant longtemps, on était une radio de taille moyenne au même titre que celle des Suédois et des Australiens, explique Jean Bériault. Aujourd'hui, on est une petite radio et je ne sais pas exactement qui on rejoint. Je pense que les services vont encore être réduits à l'avenir, particulièrement les services en anglais et en français. Je ne veux pas prédire une disparition, mais notre poids va devenir assez insignifiant. » À cet égard, la présence d'un gouvernement conservateur majoritaire au Parlement canadien depuis 2011 est loin d'aider la cause de RCI. Le premier ministre Stephen Harper ne cache pas ses intentions de vouloir réduire le financement de la société d'État. Cette dernière pourrait choisir de couper de nouveau dans le service international.

Plus globalement, à l'image des autres radios internationales, tant RCI que RFI ont subi les contrecoups de la chute des régimes communistes en Europe centrale et en Europe de l'Est. Le Canada s'est alors contenté de réduire le budget et l'offre de sa station. La France, elle, a plutôt choisi d'opérer une reconversion de son antenne pour atteindre de nouveaux publics. Malgré tout, il semble que l'antenne française soit aujourd'hui en train de subir le même désaveu de la part de ses politiciens que celui vécu par RCI au début des années 1990.

Après 1989, les radios internationales vont être affectées durement par deux facteurs : la mondialisation et les nouvelles technologies. L'ouverture des frontières à l'Est a permis aux radios commerciales et aux télévisions de s'implanter un peu partout sur les territoires qui étaient devenus, avec les années, la chasse gardée des radiodiffuseurs occidentaux. Les développements technologiques ont eux aussi

réduit progressivement les avantages qu'offrait la radiodiffusion internationale. Mis à part la BBC, RFI et VOA, il semble que les petites et les moyennes radios internationales soient vouées à une disparition à moyen terme. Bernard Wuillème, auteur du livre *Les radios internationales*, signale que même si « les ondes courtes franchissent les frontières [...], les progrès techniques les rendent obsolètes » (Wuillème, 2007). Les radios internationales peinent à se positionner devant les NTICs. Depuis quelques années, de nombreux pays (Suisse, Autriche, Danemark, Finlande) ont choisi d'abandonner la radiodiffusion internationale. Pour Wuillème, le sort de des radios internationales a été scellé et il est sans appel : « Les États ne pourront pas maintenir un mode d'information qui, mis à part les grands, relève plus du bricolage, du discours rapporté (dont l'actualité est discutable) par rapport à l'immédiateté des technologies plus rapides (Internet par exemple) et la réalité des images télévisuelles » (Wuillème, 2007).

Kai Hafez, professeur en communication à l'Université d'Erfurt en Allemagne, n'adhère pas complètement à cette vision. Selon lui, la menace qu'ont fait peser les nouvelles technologies, notamment la télévision par satellite, sur les radios appartient au passé. La capacité d'émettre en plusieurs langues fait partie des raisons évoquées par l'auteur pour expliquer la longévité des médias transfrontières : « International broadcasting is thus advancing globalization in the fields of migrations, crisis intervention and the creation of transnational public spheres. Largely unnoticed by the public of the home countries of international broadcasting and in the slipstream of the globalization debate, one of the oldest forms of cross-border media is poised to develop functions that continue to elude many New Media » (Hafez, 2007). L'auteur dénonce cependant certaines dérives des radios internationales américaines depuis le 11 septembre 2001 qui font, selon lui, un véritable retour au style propagandiste utilisé durant la guerre froide<sup>4</sup>. Pour l'auteur, ce qui explique les succès d'un réseau comme la BBC au Moyen-Orient, c'est justement qu'il adopte un ton beaucoup moins patriotique et laisse la parole aux « ennemis » comme en fait foi une interview diffusée en ondes avec le mollah Omar, ex-leader des talibans en Afghanistan. Cette distance avec les positions de l'État et la primauté accordée au dialogue sont, pour Hafez, essentielles à la survie des radios et télévisions internationales.

La fin de la guerre froide a laissé de nombreuses radios internationales sans mandat précis. Si, en 2001, la nouvelle confrontation entre le monde arabe et l'Occident a bien fait naître quelques espoirs chez les radiodiffuseurs internationaux, la réalité les a bien vite rattrapés. L'utilisation de la radio internationale comme outil

diplomatique semble être devenue une technique désuète aux yeux de plusieurs pays occidentaux. Cependant, plus de 20 ans après la chute du Mur et bien que l'on ait prédit leur extinction à plusieurs occasions, les radios internationales sont toujours debout... ■

### Notes

1. Voir à ce sujet l'article de Bernard Wuillème, « Essai de typologisation des radiodiffuseurs internationaux en langue française », publié dans le numéro 13 des *Cahiers du Journalisme* (printemps 2004, p. 236-255)
2. C'est RMC Moyen Orient, aujourd'hui Monte Carlo Doualiya, qui assure, depuis 1996, les services arabophones de RFI.
3. En février 2012, Radio France Internationale et France 24 ont été officiellement fusionnées, une fusion contestée devant les tribunaux par les syndicats des deux chaînes et que le président socialiste François Hollande – quand il était candidat – a promis de reconsidérer. La fusion prévoit notamment l'abolition d'une centaine de postes.
4. Les guerres en Afghanistan puis en Irak ont mené à la renaissance de Radio Free Afghanistan et au développement de Radio Free Irak par le gouvernement américain. Ces radios dites de « substitution » sont critiquées tant aux États-Unis qu'à l'étranger pour être de nouveaux instruments de propagande à la solde du gouvernement américain.

### Références bibliographiques

- ASTER Howard & Elzbieta OLECHOWSKA (ed.) (1995), *La radiodiffusion internationale face à ses défis, Identité, aspects économiques, intégration*, Actes du troisième colloque, New York, Mosaic Press, p. 108.
- BROWNE Donald R. (2003), « Radio, International » (definition), *Encyclopedia of International Media and Communications*, vol. 4, USA, Elsevier Science, p. 33-45.
- HAFEZ Kai (2007), *The Myth of Media Globalization*, Polity Press, p. 119.
- OLECHOWSKA Elzbieta (2007), *The Age of International Radio : Radio Canada International 1945-2007*, New York, Mosaic Press, 296 p.
- SEMELIN Jacques (1992), « Communication et résistance : les radios occidentales comme vecteur d'ouverture à l'Est », *Réseaux*, vol. 10, n°53, p. 23.
- TAYLOR Philip M. (1997), *Global communications, International Affairs and the Media since 1945*, Londres, Routledge, 251 p.
- VITTIN Théophile E. (2002), « L'impact des radios internationales en Afrique noire », dans *La mondialisation des médias contre la censure* (sous la dir. de T. Mattelart), Bruxelles, Boeck & Larcier, p. 81-101.
- WUILLÈME Bernard (2007), *Les radios internationales*, Paris, Éditions Ellipses, p. 238.